

ne doutons nullement que le *British possession's Bill* ne soit que l'avant-coureur de mesures plus libérales encore de la part de la métropole, et nous espérons qu'en nous poussant dans la voie du *free trade* elle ne nous refusera pas les moyens de prospérité et d'avenir qu'il nous faut, pour nous y maintenir et nous permettre d'avancer.

Mais ce sont les partisans de la protection qui vont vouloir élever notre tarif. Ce sont eux qui vont livrer bataille sur le champ-clos de l'arène parlementaire. C'est pour eux qu'il faudra aiguiser nos vieilles lames pour donner un peu de la pointe à leur argumentation absurde et dangereuse.

En attendant que nos preux députés s'engagent, discutons un peu, la question du tarif.

L'objet que la législature doit avoir en vue par les droits qu'elle impose sur les articles importés dans le pays, doit être uniquement, selon nous, d'augmenter le revenu public, en ayant toutefois égard à quelques industries naissantes ou menées anciennes, qu'une privation soudaine et imprévue de la protection dont elles jouissent aujourd'hui, pourraient frapper de mort. Mais qu'on ne l'oublie pas, nous tenons pour bon, le principe que la protection, en presque toute circonstance, ne vaut rien; qu'il faut la restreindre la faire disparaître le plus possible, et que le tarif doit être établi seulement dans des buts de revenus publics.

Les partisans de la protection nous disent: il faut un tarif élevé et protecteur sur les produits de fabrique étrangère, autrement il y aura un déficit dans les revenus de la province, comme il y en a toujours eu chaque année; il faudra imposer une taxe directe sur le peuple. Faites mieux, élevez les droits, ils ne pèsent pas sur le peuple comme disent récemment un correspondant de la *Minerve*. José, — ce n'est pas le peuple des campagnes qui paye les droits sur les blés, le chanvre, les soies, les vins, les draps fins, les caisses, les caisses fines, les toiles fines, etc. Non, ce sont les commis, les marchands, les riches. Le pauvre et l'artisan et l'agriculteur ne sont point atteints par ces droits sur les importations étrangères. Mais que l'on ôte ces droits sur les importations, et qui en sera le payeur? Les dépenses de la liste civile, l'intérêt de notre dette et toutes les dépenses des travaux publics, je vous le demande? Le peuple, le fermier des campagnes. Ce seront les propriétés qui seront taxées et volées! Et les commis, et les fonctionnaires, en robe de soie, en veste de velours, en gilet de drap fin, en bottes vernies, se promèneront orgueilleusement une badine à la main, en frottant des hardes sales et des durures fatiguées de l'artisan et du cultivateur, qui sans en jouir payera néanmoins tous les frais.

C'est là deux pour la cause de la protection que tous ces arguments soient faux, que toutes ces assertions soient erronées. D'abord, il est maintenant constaté par l'expérience qu'un tarif bas et des droits modérés augmentent les revenus de l'état, au lieu de les diminuer. En référant à des documents publiés par le secrétaire de la Trésorerie aux États-Unis, on trouve que les revenus publics provenant des importations, avant la guerre de 1812, sous un tarif bas et des droits modérés, ayant égard au chiffre de la population, étaient plus considérables qu'ils n'ont été depuis sous un système de tarif élevé. Laissons de côté la période du blocus et de la guerre avec l'Angleterre et prenant une série d'années depuis 1790 à 1808 et la comparant avec une série d'années sous le tarif élevé et protecteur commençant en 1817 à venir en 1843, on trouve, ayant toujours égard à la population que le produit des droits était plus considérable et moins sujet à des fluctuations durant la première période. Ce qui est encore plus remarquable, ce qui montre toute l'absurdité d'un tarif protecteur et élevé pour augmenter le revenu public, c'est que sous le tarif américain de 1842, quand presque tous les droits s'élevaient à cinquante pour cent plus que les autres périodes, le produit des droits a été moindre.

Mais il y a plus, non seulement le tarif élevé affecte l'importation, il affecte également l'exportation, ce qui prouve qu'il est ruineux et pour le revenu public et pour le peuple qu'on semble vouloir tant protéger, pour l'agriculture, pour le commerce. En référant encore aux intéressants documents mentionnés plus haut, on voit que sous l'ancien tarif bas durant la même période de 1790 à 1808 le montant des exportations des États-Unis, ayant égard à la population, était beaucoup plus considérable que sous le système du tarif protecteur de 1817 à 1843. Mais voyez donc MM. les protectionnistes: LES EXPORTATIONS AGRICOLES ONT ÉTÉ MOINDRES EN 1843 QU'EN 1807! parce qu'en 1843, on avait un tarif élevé et protecteur.

Qu'avez vous à répondre à cela? Qu'avez vous à dire pour prouver que sir Robert Peel et lord John Russell se sont trompés, quand ils ont proclamé pour tout l'empire britannique la doctrine, qu'à l'avenir il ne doit plus y avoir de

TAXE sur le peuple, c'est-à-dire de droits sur les articles de consommation, imposés pour la protection, mais seulement pour le revenu? Dites-nous donc franchement, MM. les protectionnistes, êtes vous sérieux, quand vous opposez vos assertions absurdes et ridicules à l'expérience pratique des grands hommes d'état de la vieille Angleterre, de la France et des États-Unis? si vous êtes sérieux, vous êtes à plaindre.

Mais nous dit José le correspondant de la *Minerve* déjà cité: Les droits sur les importations ne pèsent pas sur le peuple! Où donc M. José a-t-il appris ces éléments, son catéchisme d'économie politique? nous pensions, nous tout bonnement, que ces droits pesaient sur tous les membres de l'état, sur tous les consommateurs, en proportion de leur revenu, sur le riche, sur le pauvre, sur le commerce, sur l'agriculture, sur les fabricants, sur tout le monde enfin. Pourquoi vouloir tromper ainsi les populations par des mensonges?

Qu'est-ce qu'on entend par le peuple? Est-ce que nous n'en sommes pas, par hasard, nous-même? Est-ce que M. La Fontaine, est-ce M. Morin n'en sont pas du peuple? Convient-il dans une question de cette gravité de tracer une ligne de démarcation entre la population des campagnes et celle des villes? Ne sommes nous pas tous frères? Pourquoi alors en appeler aux préjugés des uns contre les autres? Préférez tant que vous voudrez contre le luxe des villes dans vos plans d'amélioration sociale, mais, de grâce, dans une discussion d'économie politique, ne reprochez pas aux habitants des villes les vins, les liqueurs, le thé, le café, le chocolat qu'ils boivent. S'ils boivent de ces bonnes choses là, il faut qu'ils paient pour; si les revenus en profitent, tant mieux; mais ne venez pas nous dire que la population des campagnes, et les classes laborieuses (c'est là, sans doute, ceux que vous rangez sous la dénomination du mot *peuple*, comme si nous n'étions pas tous de cette catégorie), n'allez pas nous dire que les masses ne paient pas les droits d'importations.

Combien y a-t-il de paroisses dans le Bas-Canada? à peu près 250. Eh bien! est-ce que chacune de ces paroisses n'a pas 2 à 6 magasins? Est-ce que ces magasins ne contiennent pas quelques cents livres, et souvent quelques milliers d'effets d'importation étrangère? Est-ce que ces articles ne paient pas de droits et enfin de compte, est-ce que ces droits ne pèsent pas sur nos braves cultivateurs? ne profiteront-ils pas par le bon marché de tous leurs articles de consommation? Qu'est-ce que cette vie frivole de l'habitant des campagnes dont José nous parle avec tant d'émphase? Elle est toute en raison de ses moyens et de ses revenus. Allez donc chez nos riches cultivateurs, voir s'ils n'ont pas d'aussi bonnes choses d'importation étrangère que nos gros riches de la ville. Allez, et vous m'en direz des nouvelles.

Qu'est-ce qui vaut mieux pour l'homme et pour la société, l'abondance ou la disette?

Quoi! s'écriera-t-on cela peut-il faire une question? A-t-on jamais avancé, est-il possible de soutenir que la disette est le fondement du bien-être des hommes?

Où cela est avancé et soutenu. Par qui donc? Par les partisans de la protection. N'est-ce pas la disette qui vient à la suite d'un tarif élevé et protecteur? Qu'est-ce qui souffre le plus de la disette? Ne sont-ce pas les classes laborieuses, ce que vous appelez le peuple? N'avez-vous pas peur qu'il souffre? Alors vous n'êtes pas ses amis.

Pour nous, qui tenons au peuple par tous les liens du sang et par le cœur, nous allons combattre votre tarif élevé parce que nous voulons l'abondance et que nous croyons avec un grand Economiste que «la richesse des hommes, c'est l'abondance des choses.» (A continuer.)

ASSOCIATION BIENVEILLANTE DES POMPIERS.

Nous accusons réception d'une copie des règlements de cette excellente association. S'il est un corps d'hommes en cette ville, qui ait droit aux sympathies et à l'estime du public, c'est assurément celui des pompiers. Leurs services et leurs secours en toute circonstance sont dignes des plus grands éloges. C'est donc avec un grand plaisir que nous ayons lu ces règles qui vont les guider dans leurs objets d'association bienveillante. Non seulement les pompiers veulent nous secourir en cas d'incendie, mais ils veulent encore s'aider et se secourir entre eux, quand ils seront victimes de quelques accidents par suite de leurs services et de leur dévouement. C'est là un noble projet auquel tout le monde applaudira. Nous espérons que les compagnies d'assurances, qui sont les plus intéressées là dedans, se montreront libérales envers l'association.

HORRIBLE NAUFRAGE.—22 PERSONNES PÉRIES.—Une lettre de M. le Grues, datée du 23 novembre, annonce qu'une goélette d'environ 90 tonneaux venant de Kamouraska, mais dont le nom est inconnu, a fait naufrage au Cap St. Ignace pendant le dernier grand vent d'est; et que les passagers et l'équipage, au nombre de 22 personnes, ont tout péri.

On ajoute qu'une autre goélette venant de la «Point Sec» s'est perdue avec sa cargaison.

L'Association, dite *Mercantile Library*, vient de faire son rapport annuel, et l'élection de ses officiers pour l'année courante. Cette association s'accroît considérablement. La bibliothèque contient actuellement 4209 volumes; la circulation pendant l'année a été de 3,900, sans compter les pamphlets, au nombre d'environ 500. La chambre de nouvelles se compose d'un bon nombre d'ouvrages périodiques des principaux journaux d'Europe et des États-Unis et de la plupart des journaux du Canada. L'association entretient un livre où sont enregistrées chaque jour les nouvelles les plus importantes, besogne exécutée avec beaucoup de soin et d'exactitude par le surintendant, M. Hayward.

L'Association compte maintenant 446 membres presque tous marchands ou commis. Plusieurs d'entre eux ont été choisis pour donner des lectures dans le courant de l'hiver.—*Minerve*.

LA TEMPÉRATURE.—Nous avons enfin de la neige. Il y avait neuf mois qu'elle était disparue à Montréal. Elle a commencé à tomber hier soir, elle continue encore à cette heure.—*L'hiver est dans un sac—il la qu'en sort.*

LA PÉTITION AU SOLÉIL.—Nous recommandons à nos lecteurs l'article d'*Economie Politique* que nous publions sur notre première page sous le titre ci-dessus. Il est impayable.

Le comité de secours de l'association St. Jean-Baptiste s'assemblent ce soir, vendredi, à 7 heures, r. m., au bureau de la Banque d'Epargne, grande rue St. Jacques.

INDUSTRIE AMÉRICAINE!—A New York on fait des montres de cuivre, à la vapeur. Dans un atelier on emploie vingt-cinq hommes qui font par jour cent belles montres bien finies. On pose une grande feuille de cuivre dans certains moules et après un couple de tours, il en sort soixante montres parfaitement justes, par minute.

Un quidam en voyageant en Amérique rencontra un jour le frère Jonathan qui portait sur ses épaules un méchant moulin. «Où vas-tu ainsi avec cette vilaine bête?—Je la porte en moulin aux moutons?—Quoi! au moulin aux moutons? Je n'ai jamais entendu parler d'un pareil moulin. Eh bien, venez avec moi, vous le verrez. Arrivé au moulin, Jonathan jette son moulin dans la trempe, et il fut moulu en un instant; ensuite descendant dans l'appareil de dessous, il montra à l'étranger quatre beaux quartiers de mouton gros et gras, deux belles demi-pains de mouton bien apprêtés, un bonnet de laine, deux paires de bas, culottes et juste au corps de laine, deux belles cornes à poudres, enfin une tête de mouton bien peignée, frisée et poudrée pour coiffe.—Les Américains passaient pour inventifs, mais pas jusqu'à ce point.

Le steamboat anglais *North America*, voyageant entre St. Jean et Boston, a péri dans la nuit du 25 ultimo. Tous les passagers, ainsi que l'équipage, ont été sauvés, à l'exception d'un chauffeur. Mais le bagage et la cargaison ont été perdus.

On nous informe que, dimanche dernier sur les cinq ou six heures du soir, deux personnes ont été assemblées dans la rue Ste. Catherine, entre la rue St. Denis, et l'assie de la Providence. Les malheureux qui se sont rendus coupables de cette brutalité sont bien connus, nous dit-on; car ce n'est pas la première fois qu'ils se sont distingués par cette inconcevable manie féroce de battre, sans aucun but, pour le seul plaisir de mal faire, ceux qui se rencontreraient sur leur chemin. Hier, on n'avait pas encore réussi à s'en emparer.—*Aurore*.

La veuve du fameux chef indien Black Hawk, est morte le 29 d'août dernier, au camp du Sac, sur la rivière Kansas, à l'âge de 85 ans.

Deux individus, des noms de Curtin et Stephen Turney, ont été arrêtés, sous soupçon d'avoir été complices dans le meurtre de Phillips, dans le Haut-Canada.

LONGEVITÉ.—Il vient de mourir près de Centerville (Maryland), un homme de couleur âgé de cent vingt-deux ans!

ETAT COMPARATIF DES ALKALIS DE MONTREAL, 1ER DEC. 1846.

	Pols.	Peris.	Total.
Embarqués.....	16341	9279	25620
Emmagasinés.....	881	220	1101—26924
1ER DEC. 1846.			
Embarqués.....	18711	10798	29509
Emmagasinés.....	485	126	611
Iteté à l'inspec....	1806	1152	2958—32078

Moins le 1er Décembre 1846.....quatre 6154
E. M. LEROUX, Inspecteur.

—Dès la première fois que nous reçûmes un billet du correspondant aigüé *Un Ami*, nous avions compris qu'on avait intention de mettre sous les yeux du public une affaire qui aurait été mieux confiée à l'oubli du silence. Par notre réponse, *Un Ami* devait voir que cette affaire ne regardait pas plus l'éditeur du *Calendrier* que les imprimeurs eux-mêmes; il devait s'adresser ailleurs. Il est revenu à la charge, nous avons eu la complaisance de nous informer pour lui, et nous lui avons transmis la réponse qu'il nous a demandée. Que pouvions nous faire de plus? Si *Un Ami* en exige davantage qu'il aille au bureau de l'officielle. Cela ne nous regarde pas plus et encore moins qu'un secrétaire auquel on voudrait faire rendre compte des nominations ou destitutions que fait le gouvernement qui l'emploie. D'ailleurs on n'inscrit au *Calendrier* que les noms des prêtres qui sont dans le diocèse. Or M. Quiblier a quitté le diocèse; c'est un fait accompli. Qu'il revienne, ou qu'il ne revienne pas qu'est-ce que cela fait au *Calendrier*, et à son éditeur? Nous espérons que cela suffira pour contenter *Un Ami*. Car nous n'avons plus de réponse à lui faire, s'il revient à la charge.

Milange Religieux.

PENTE DU STEAMSHIP NORTH-AMERICA.—Ce bâtiment a subi le même sort que l'*Atlantic*, et, ce qu'il y a de particulier, dans des circonstances tout-à-fait identiques; cependant les passagers et l'équipage ont été sauvés, à l'exception d'un chauffeur. Ce nouveau malheur est

arrivé la veille du jour du naufrage de l'*Atlantic*, à Mont-Désert (Long-Island); le *North-America* venait de Saint-Johns, (N.B.) à Boston. Les passagers ont été transportés dans cette dernière ville sur le steamor *Penobscot*.

NOUVEAU MOYEN DE FAIRE LE COMMERCE.—La police de Paris vient de mettre la main sur une bande de voleurs qui exploitaient les grandes routes avec une audace et une habileté extraordinaires. Voici, entre autres méfaits une anecdote qui ne manque pas de piquant:

Une nuit, quelques membres de la bande, logés dans une auberge, se lèvent à petit bruit, enlèvent un cheval qui se trouvait tout harnaché dans l'écurie et décampent lestement. Au village voisin, ils aperçoivent une charrette sous un hangar. Ils y attèlent le cheval, montent dedans et continuent leur route. A une lieue de là, ils entrent dans un second village, avissent une boutique de nouveautés, la dévalisent en partie, chargent le bûin sur leur charrette et passent outre.

Enfin, vers le midi du jour suivant, on était arrivé dans un village où se tenait le marché de la semaine. L'occasion était trop belle; la troupe s'arrête, déballe ses marchandises, annonce, à grands renforts d'exclamations, une vente au-dessous du cours, par suite de cessation de commerce. Les braves paysans accourent alléchés par l'appât du bon marché; tout l'étalage est enlevé et payé comptant par eux, et les voleurs décampent aussitôt pour aller consommer plus loin le fruit de leur expédition.

ETATS-UNIS.

Telegraphe Electrique.

La maille américaine arrivée ce soir à 4 heures nous annonce la nouvelle d'une victoire remportée par le général Wool et une autre par le colonel Doniphan. C'est-à-dire que ces deux braves sont entrés dans deux villes dont les portes étaient ouvertes et sans coups férir! les noms des villes sont Monclava et Cieluahum.

On dit que l'armistice de Monterey est rompu. Qu'on doit attaquer St. Jean d'Ulloa.

Une dépêche Télégraphique de Washington, en date de Samedi 30, nous apprend l'arrivée de M. Calhoun. Il y avait déjà un nombre suffisant de membres pour les deux chambres. Pas de nouvelles du Sud. La Californie est formellement annexée par le Commodore Stogston.

Etats-Unis.

BULLETIN.

Discours important de M. Webster.—Points principaux de ce manifeste.—Incidents et rapprochements curieux.—Maintien absolu du tarif, du sub-treasury et de la guerre.—5 décembre 1846.

Le plus grand événement politique de la semaine est le discours que Daniel Webster a prononcé mercredi dernier à Philadelphie. C'est une espèce de message de l'un des présidents du parti whig, destiné à faire pendant au message que le président de l'Union et du parti démocrate doit envoyer, dans quelques jours, au congrès de Washington. Dans ces deux manifestes, les deux principaux partis politiques entre lesquels se partage le pays auront exposé leur position et leurs principes avant d'en venir aux mains sur l'arène législative et populaire. Le dîner qui a servi d'occasion à cette profession de foi de M. Webster et à cette décharge oratoire qu'il a faite dans le camp lococo, a été offert au sénateur du Massachusetts pour le venger des accusations de corruption et de malversation portées si imprudemment contre lui, à la session dernière, par M. Ingersoll, représentant de la Pennsylvanie au congrès. Les whigs ont voulu que la réputation vint de la Pennsylvanie comme en était venue l'offense, et, chose bizarre, parmi les toasts portés à ce banquet vengeur, il en a été adressé un à M. Joseph R. Ingersoll, frère du dénonciateur de M. Webster, qui, par un sentiment de convenance respectable n'assistait point au festin, quoiqu'il appartienne au parti whig. Quatre cents convives s'étaient assis à la table de ce repas homérique, donné dans le Musée Chinois, dont les galeries supérieures étaient garnies de plusieurs centaines de dames, formant, dit un journal, une constellation de beautés comme on en voit rarement. L'entrée de ces belles spectatrices a été saluée par trois cheers des convives, qui se sont rassis après cet acte de galanterie, et le chapitre des toasts et des apertures a commencé.

Le premier a été porté au maintien perpétuel du tarif protecteur, le second au rétablissement d'un tarif protecteur, le troisième à Daniel Webster, le héros de la fête. Celui-ci s'est alors levé et a prononcé un discours qui a duré quatre heures et dont la traduction littérale occuperait sept ou huit colonnes du *Courrier des États-Unis*. On voit qu'il mérite l'épithète de grand à double titre. Nous nous bornerons à en signaler les points les plus saillants.

Après avoir fait l'état de la Pennsylvanie, de ses ressources et de son importance un éloge qui était le prix naturel de la carte du dîner, le célèbre orateur a passé en revue les résultats des élections politiques qui ont eu lieu dans divers états, depuis l'ouverture du congrès. Les victoires inattendues que les whigs ont remportées dans la plupart de ces états et principalement dans New-York et la Pennsylvanie, lui paraissent des indices profonds et éloquents du changement survenu dans l'opinion populaire. «Il est clair comme le soleil, s'est-il écrié, que c'est une révolution contre les principes et les mesures de l'administration actuelle, contre la manière dont a été provoquée la guerre avec le Mexique, contre la sous-trésorerie, cette absurdité des absurdités, et contre le double veto

don't M. Polk a frappé le bill des anciennes indemnités françaises et le bill des améliorations des ports et rivières.»

M. Webster a entrepris ensuite de prouver que M. Polk était un monstre politique sur genés, n'ayant aucun rapport avec aucun autre membre de l'espèce démocratique. Il ne ressemble, suivant lui, ni à Andrew Jackson ni à John Van Buren. Pour prouver cette thèse d'anatomie démocratique comparée, M. Webster a cité les doctrines financières de M. Polk qui, dans son message inaugural, s'est déclaré partisan absolu d'un tarif ayant le revenu public pour but exclusif et n'accordant aux manufactures nationales qu'une protection incidente. De cette doctrine M. Webster a rapproché divers messages dans lesquels le président Jackson reconnaissait la nécessité de mettre l'industrie nationale en état de soutenir une concurrence loyale (à l'air competition) avec les produits étrangers. Le sénateur du Massachusetts rappelle enfin que M. Van Buren n'avait pas voulu se prononcer, comme l'a fait M. Polk en faveur de l'annexion du Texas, cette première iniquité qui a été l'origine de la guerre actuelle avec le Mexique. Avec Andrew Jackson ou Van Buren au pouvoir, nous n'aurions donc pas eu cette guerre, dit-il. Cette proposition de M. Webster nous paraît quelque peu hardie. Elle est juste, en ce qui regarde M. Van Buren, appelé le renard de la diplomatie américaine: mais elle est grossièrement, manifestement fautive, en ce qui regarde Andrew Jackson, ce vieux lion dont le dernier rugissement a été pour demander l'annexion du Texas à tout prix. Qui ne se souvient des appels belliqueux que l'ambitieux vieillard a adressés au peuple en sujet en lui disant que l'Occasion était d'or et qu'il ne fallait pas la perdre? Sous ce rapport, le jeune Hickory a été du même bois que le vieil Hickory. Il faut être juste avec tout le monde.

M. Webster a passé au crible de la critique la plus serrée toute la négociation de l'Orégon dont le résidu n'a été, pour lui, que fanfaronnade et incompétence. De l'Orégon il est tombé sur le Texas et a accusé le président d'avoir fait occuper par les troupes américaines non seulement le territoire texien, avant qu'il fut devenu américain, mais encore une partie de ce territoire que le Mexique réclamait comme sien et occupait comme tel. L'initiative de l'agression et la responsabilité de la guerre appartiennent donc tout entières à M. Polk, quoiqu'il ait pu faire ensuite pour rejeter une partie de cette responsabilité sur le congrès. Mais si un parlement déclarait demain que David Hume n'a jamais écrit l'histoire d'Angleterre, l'existence de cette histoire n'en subsisterait pas moins.

Les deux vœux de M. Polk, les plans financiers de M. Walker et le nouveau tarif ont passé ensuite par les mains de M. Webster, mains habiles à tordre un sujet et à en faire suinter la ridicule sous leur puissante étreinte. L'orateur a exprimé l'espoir de voir la Pennsylvanie conjurer tout entière pour obtenir le rappel de la nouvelle loi fiscale et le rétablissement du tarif de 1842 qui est, suivant lui, l'arche sainte à laquelle est attaché le salut du pays. Il espère surtout que les Pennsylvaniens n'admettront point de pacte avec l'impunité et qu'il n'abandonneront pas les manufacturiers de l'Est, si on donne satisfaction à leurs fers et à leurs charbons. Tous les intérêts industriels doivent se unir ou périr ensemble. En attendant M. Webster demande au moins qu'il soit mis sur la tête et le café une taxe assez forte pour regagner les cinq millions de revenu qui ont été retranchés du tarif de 1842. L'éloquent orateur a terminé cette immense harangue par un petit mariage à l'adresse de ses belles auditrices. «Si elles n'ont pas éprouvé de plaisir, a-t-il dit, elles ont, du moins, rempli la destinée de leur sexe en nous en procurant, et si les oreilles de mes auditeurs ont été quelque peu fatiguées, je suis sûr que leurs yeux ont été ravies.»

Cour. des E.-U.

DILIGENCE

Montréal et Québec.



TRAJET EN DEUX JOURS.

Le Public est respectueusement informé que les Soussignés ont établi une LIGNE DE DILIGENCE qui laissera Montréal et Québec TOUS LES JOURS, (excepté les Dimanches).

Elle partira de l'Hotel Leblanc à Montréal Place de la Douane.

Le plus grand soin a été donné au choix du conducteur soigné et poli, et les Diligences sont très confortables. Les passagers qui les honoreront de leur patronage, seront traités avec le plus grand soin.

La Diligence s'arrêtera aux Trois-Rivières, à l'Hotel Bernard et à l'Hotel de M. Ostrum.

Le Bureau de la Diligence sera tenu à l'HOTEL LE BLANC, Place de la Douane, Montréal, où il y aura des extras à toute heure. Tout bagage extra doit être laissé au Bureau de la Diligence, le soir, où on y portera la plus grande attention.

W. ROBINSON, } Propriétaires,
T. & T. LECOMTE, } Montréal.
S. & C. HUGH, } Propriétaires,
MICHEL GAUVIN, } Québec.
Agents à Montréal, G. LEBLANC,
Agent aux Trois-Rivières, O. GOVIN,

11 décembre.

PERDUE.

La semaine dernière, une BAGUE, surmontée d'un Diamant blanc, gravé d'un portrait. Ceux qui la trouveront sont priés de la remettre à ce Bureau, et seront généralement récompensés.
11 décembre, 1846.